



Note de cadrage : L'Ukraine et la sécurité et défense européennes

Ukraine

La sécurité de l'Ukraine est la sécurité de l'Europe. L'Ukraine est aujourd'hui à l'avant-garde de la défense des valeurs européennes et, surtout, de sa propre souveraineté. L'invasion russe de l'Ukraine est contraire au droit international et constitue une menace pour la paix en Europe. Si les frontières sont susceptibles d'être modifiées par la force, la paix et la sécurité dans le monde entier sont mises en péril. L'UE et ses États membres soutiennent pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

L'évolution géopolitique implique que l'Europe doit faire plus pour défendre l'Ukraine. Le soutien européen s'effectue plusieurs voies¹, notamment :

- Soutien militaire : Les États membres de l'UE, avec le soutien de l'UE, fournissent des armes, du matériel, de la formation, du renseignement, etc., pour une valeur totale estimée à 50,3 milliards d'euros, à la défense ukrainienne. »
- Soutien économique via Team Europe : L'économie ukrainienne et les finances publiques sont naturellement sous pression du fait de la guerre. L'UE et ses États membres ont fourni un soutien total de 77 milliards d'euros à l'Ukraine, y compris une aide macrofinancière.
- Soutien à long terme à la reconstruction de l'Ukraine.

Dans le même temps, l'UE et les autres pays européens maintiennent la pression sur la Russie par le biais de sanctions.² L'UE a actuellement adopté 17 paquets de sanctions à la suite de l'annexion illégale de la Crimée, de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine et de l'annexion illégale des régions de Donetsk, Louhansk, Zaporijjia et Kherson en Ukraine.

L'adhésion de l'Ukraine à l'UE constitue une autre voie de soutien à l'Ukraine. L'Ukraine exprime une volonté claire et nette d'adhérer à l'UE et fait de grands progrès sur une base continue afin de mettre en œuvre les réformes nécessaires.

¹Sources Commission européenne https://commission.europa.eu/topics/eu-solidarity-ukraine/eu-assistance-ukraine_en

² Source : Commission européenne <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/sanctions-against-russia/>



Questions à examiner dans le cadre de la discussion à la réunion des présidents de la COSAC :

- Comment l'UE et ses États membres peuvent-ils faire davantage pour soutenir l'Ukraine à court et à long terme ?
- Quelles autres mesures devraient être envisagées sous la forme de sanctions contre la Russie et d'un soutien militaire et civil à l'Ukraine ?
- L'UE et ses États membres peuvent-ils faire davantage pour soutenir l'ambition ukrainienne de devenir membre de l'UE ?
- Comment l'UE et ses États membres peuvent-ils contribuer au renforcement des organisations ukrainiennes et internationales de la société civile et des ONG travaillant à la reconstruction de l'Ukraine et à l'ambition ukrainienne de devenir membre de l'UE ?
- Comment s'assurera-t-on que l'UE et ses États membres livrent les 2 millions de munitions d'artillerie promises par l'UE et ses États membres à l'Ukraine d'ici la fin de 2025 ?

La construction de la défense européenne

Si, à court terme, le soutien à l'Ukraine constitue un élément central de la défense de l'Europe, il est également clair que l'UE et ses États membres doivent faire davantage pour renforcer la défense européenne. Le rapport Niinistö indique très clairement que l'UE et ses États membres doivent accroître leur préparation à la défense. Par ailleurs, avec son Livre blanc sur l'état de préparation en matière de défense européenne 2030 (JOIN (2025)120), la Commission a défini l'orientation générale de ses travaux pour les années à venir.

Dans l'ensemble, il y a deux pistes :

- Renforcer les capacités de défense des États membres : il apparaît désormais très clairement que les États membres doivent augmenter considérablement leurs capacités de défense conformément à leurs autres engagements dans le cadre des alliances, en particulier les objectifs capacitaires de l'OTAN. Le soutien à l'Ukraine a largement puisé dans les armements européens tout en révélant comment les guerres modernes sont menées.
- Améliorer la base industrielle de défense de l'UE : afin de répondre à la demande de l'Ukraine et de ses États membres, il est nécessaire d'accroître la capacité de l'industrie européenne – y compris



ukrainienne – de la défense à répondre aux besoins européens. Cela nécessite un développement de la base industrielle européenne de défense et une amélioration de la sécurité d'approvisionnement.

À long terme, les deux voies se renforcent mutuellement : une base industrielle de défense améliorée améliorera la capacité des États membres à acquérir les capacités nécessaires. Mais à court terme, il y a aussi des dilemmes : faut-il acheter Européen pour renforcer la base industrielle de défense, même si à court terme cela peut signifier que le réarmement nécessaire sera retardé ?

Questions à examiner dans le cadre de la discussion à la réunion des présidents de la COSAC :

- Comment l'UE peut-elle apporter son concours au réarmement nécessaire dans les États membres ?
- Comment améliorer la coopération entre l'UE, ses États membres et l'Ukraine dans le domaine de l'industrie de la défense, afin que l'industrie européenne de la défense soit mieux à même de répondre à la demande européenne, y compris ukrainienne ?
- Que peuvent apprendre l'UE, ses États membres et l'industrie de la défense de l'invasion russe de l'Ukraine ?
- Faut-il donner la priorité à l'achat de capacités de défense européennes afin de renforcer l'industrie européenne de défense à long terme, ou faut-il donner la priorité à la rapidité au réarmement européen ?